

## RECHERCHE, MONDES FUNÉRAIRES, DEUILS ET PANDÉMIE : PARVENIR À CONJUGUER LES TEMPORALITÉS

*Entretien avec Marc-Antoine Berthod, Veronica Pagnamenta et  
Alexandre Pillonel, Haute école de travail social et de la santé Lausanne  
(HETSL/HES-SO)*

*Réalisé en avril 2021 par Emilie Rosenstein*

Marc-Antoine Berthod : Je suis professeur à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL) et codoyen du Laboratoire de recherche santé-social dans la même école. Je travaille depuis une vingtaine d'années sur des sujets de recherches qui touchent aux questions de fin de vie, de mort et de deuil. Je suis notamment requérant avec Gaëlle Clavandier du projet *No Lonely Deaths*, financé dans le cadre de l'appel à projets spécial « coronavirus » lancé par le Fonds national suisse (FNS) en mars 2020. En collaboration avec des collègues à l'international et en France tout particulièrement, ce projet vise à documenter comment la pandémie a reconfiguré l'activité des professionnel·les du monde funéraire et les conséquences de ces réaménagements sur les familles et les deuils. Dès le début, l'objectif était de comparer ce qui se passait en France, en Suisse et aussi en Italie.

Veronica Pagnamenta : Je suis anthropologue, formée à l'Université de Neuchâtel. Mes recherches et engagements ont souvent porté sur les politiques publiques – notamment sanitaires et sociales s'adressant aux personnes en situation de vulnérabilité (milieu carcéral, travail du sexe, migrations, sans-abrisme, etc.) – et sur la façon dont ces politiques se traduisent dans les pratiques professionnelles. Depuis juillet 2020, je suis collaboratrice scientifique à la HETSL dans le cadre du projet *No Lonely Deaths*.

Alexandre Pillonel : Je suis sociologue de formation, j'ai étudié le rapport des classes sociales au travers des processus de vieillissement de la bourgeoisie genevoise. Depuis trois ans, je suis également collaborateur à la HETSL. J'ai réalisé avec Marc-Antoine une étude sur l'assistance au suicide dans le cadre de laquelle nous avons abordé, entre autres, la question du deuil. En novembre 2020, j'ai rejoint l'équipe sur la présente recherche en lien avec la pandémie.

### **Comment êtes-vous parvenu·es à répondre si rapidement à l'appel spécial du FNS ?**

Marc-Antoine : Ça s'est fait à l'initiative de collègues français·es : Gaëlle Clavandier, Martin Julier-Costes ainsi que Magali Molinié. Chacun·e travaillant sur la mort et le deuil depuis plusieurs années, nous avons une certaine expertise sur ces sujets et face à cette pandémie, nous nous sommes dit qu'il fallait alerter et attirer l'attention du public sur l'importance des personnels funéraires en ces temps de crise et imaginer l'impact que celle-ci pouvait avoir sur les familles. Cela a débouché sur une tribune parue dans *Le Monde* en mars 2020. De là est née l'idée de déposer un projet auprès de l'Agence nationale de la recherche (ANR) en France et du FNS en Suisse. Tout s'est fait très rapidement, Gaëlle Clavandier a rédigé la première version qui a été déposée auprès de l'ANR le 23 mars, puis il a fallu traduire et adapter le projet pour le déposer auprès du FNS le 25 mars, nous avons eu un petit bonus de deux jours. Durant 10-15 jours, nous avons très peu dormi, nous avons eu une multitude d'échanges. Les réponses à ces appels à projets sont vite tombées, en avril pour l'ANR, à la mi-mai pour le FNS. Nous étions très content·es de la décision positive obtenue, c'était un des rares projets en sciences sociales financés par le FNS dans le cadre de cet appel spécial, mais ça nous a demandé de démarrer sur les chapeaux de roues. Tout le monde a travaillé dans l'urgence, y compris le FNS, avec sans doute un *timing* inconnu de leur côté. Il fallait trouver

les expert·es et renvoyer les expertises dans un temps record, moins de deux mois. L'étude a démarré formellement en Suisse début juillet avec l'engagement de Veronica, mais sachant que la mémoire est vite défaillante, nous avons anticipé le début des travaux grâce à des fonds de la HETSLS qui nous ont permis dès avril de commencer cet effort de documentation à travers une première série d'une vingtaine d'entretiens.

### **En quoi consiste plus précisément le projet ?**

Marc-Antoine : Le projet porte essentiellement sur les personnels du funéraire au sens large, donc l'ensemble des acteurs et actrices qui interviennent dans la prise en charge des personnes défunt·es, jusqu'à la sépulture, ce qui comprend les différents services aux familles. L'objectif était de voir comment ces individus s'organisent au quotidien dans leurs tâches respectives et s'articulent aux besoins et attentes des familles dans la période de restriction et de confinement. Ça touche donc à la question du funéraire et du deuil, mais dans une perspective courte. Comme beaucoup de personnes, nous imaginions que la pandémie allait se terminer à l'été 2020 et que notre tâche aurait été de documenter la période spécifique du semi-confinement. Nous étions loin d'imaginer que la pandémie allait se poursuivre avec une telle ampleur, ce qui a rendu nécessaire de poursuivre la récolte des données jusqu'à ce jour. La fin de la collecte des données est devenue une question très délicate et on a finalement pris l'option d'arrêter aux environs de juillet 2021, à quelques exceptions près, pour couvrir un cycle pandémique d'un peu plus d'une année avec plusieurs vagues. Nous avons dû adapter le projet à la réalité que nous étions en train de vivre.

Veronica : Sachant que la temporalité de la recherche est particulière aussi, le FNS a prévu 18 mois pour ces projets, c'est très court et il y a beaucoup de choses à faire en même temps.

Marc-Antoine : Oui et pour l'ANR, c'est encore plus court, nous n'avons pas le même rythme, ce qui complexifie encore la collaboration. Il faut préciser encore que puisque nous avons allongé la récolte des données sur un peu plus d'un an, nous nous sommes mis·es d'accord sur le fait que la mise en forme de nos très nombreuses données (entretiens, comptes rendus d'observations, questionnaires, etc.) et, dans la mesure du possible, leur mise à disposition auprès de la communauté des chercheur·es sont devenues un objectif, un résultat à part entière de la recherche, dans l'optique de l'*open science* ou *open data*. Ça implique un important travail de pseudonymisation et de réflexion éthique sur les données personnelles, en particulier dans une recherche qualitative comme la nôtre. Et bien sûr, on complète parallèlement ce travail par une analyse de ce corpus, la préparation d'articles et potentiellement d'un livre, diverses interventions.

### **Quelle était votre motivation à étudier ce sujet si particulier, dans un moment lui aussi si particulier ?**

Marc-Antoine : Pour ma part, la motivation venait du côté extraordinaire de la situation, des restrictions qui s'étendaient à l'ensemble des défunt·es, pas uniquement les décès liés à la COVID-19. Il y avait aussi une volonté d'occuper une certaine place, qui allait de toute façon être prise par tous types de commentateurs et commentatrices, mais qui n'avaient pas nécessairement d'expérience ou d'expertise scientifique sur ce sujet-là. Il y avait donc un certain sentiment, une responsabilité de se dire « Il faut y être. Il faut contribuer à décrire et documenter ce qui est en train de se passer », sachant que c'est un sujet de santé publique majeur, mais souvent très sensible politiquement et donc très peu abordé ou très rarement mis à l'agenda politique de manière explicite. Sachant que ça allait forcément venir sur la table, il fallait contribuer selon nos compétences de re-

cherche d'une manière ou d'une autre. Une autre particularité dans mon cas est que j'avais un autre projet FNS sur le deuil dans le grand âge qui devait démarrer en 2020, mais en raison de la pandémie, nous avons dû reporter le démarrage du projet d'une année. Or, vu que nous avions justement prévu de rencontrer dans ce cadre les différent·es professionnel·les et agent·es du funéraire, il me semblait nécessaire d'être au clair sur ce qui se passait pour elles et eux en lien avec la pandémie, sachant que cet autre projet allait démarrer plus tard. Enfin, c'était aussi l'occasion de concrétiser des collaborations internationales qu'on voulait nouer de longue date, de comparer ce qui se passe chez nos voisin·es en mettant ensemble des forces et des compétences. Ça fonctionne bien et le résultat est à la hauteur, mais on se rend difficilement compte de l'énorme travail supplémentaire que ça a généré.

Veronica : C'est sûr que sept chercheur·es, dont une collaboration ponctuelle avec une collègue italienne, sur trois pays, avec des temporalités très différentes selon les différentes vagues de la pandémie, selon les réponses apportées face à celles-ci, selon les régions aussi, ça donne un panorama très large.

### **Concrètement, comment on fait pour concevoir et mener une étude ethnographique, comparative qui plus est, quand on n'est pas censé sortir de chez soi ?**

Marc-Antoine : La mise en place du projet s'est exclusivement faite à distance. Le fait que nous nous connaissions a grandement facilité le travail. Concernant le terrain, dès le début, il était très clair que l'objectif était de pouvoir faire du terrain, physiquement, dès que les conditions le permettraient. Durant la phase préliminaire, toutes les démarches, y compris les négociations avec les partenaires de terrain se sont faites par visioconférence ou téléphone. Les entretiens qui ont eu lieu jusqu'à mai-juin ont aussi été faits à distance. Par la suite, même si nous pouvions nous rencontrer

physiquement, de nombreux entretiens sont restés à distance.

Veronica : Pour situer la complexité, je travaille depuis 10 mois sur cette recherche et il y a deux collègues français·es, Gaëlle Clavandier et Philippe Charrier, que je n'ai encore jamais rencontrés·es en personne.

### **Comment avez-vous sélectionné les différentes régions étudiées ?**

Marc-Antoine : Nous sommes parti·es des collaborations à l'origine du projet. En Italie, nous avons des liens avec les universités de Padoue et Turin. En France, nous avons un réseau de partenaires académiques, réunis sous la houlette d'un comité scientifique qui se rencontre chaque six mois. Et il y a aussi les professionnel·les de terrain avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler : en France, à Lyon, Grenoble et dans la région Rhône-Alpes notamment. En Suisse, nous avons choisi Genève avec qui nous avons déjà beaucoup de collaborations, et Veronica a ouvert un nouveau terrain au Tessin, qui n'était pas prévu à l'origine du projet.

Veronica : J'ai été engagée notamment pour faire du terrain en Italie, mais nous nous sommes vite aperçu·es que traverser les frontières n'est pas si facile. Nous pensions pouvoir étudier la Lombardie en créant des liens depuis le Tessin, mais finalement ça s'est avéré également assez complexe ; l'Italie s'est reconfinée et le Tessin était déjà un terrain assez vaste. Ce canton a été très fortement touché lors de la première vague. Nous avons pensé alors que c'était intéressant d'aller observer ce qui s'y passait au plus près.

### **Et comment avez-vous procédé sur le terrain, pour rencontrer les personnes, collecter des données, etc. ?**

Veronica : Mes origines tessinoises m'ont permis d'entamer ce terrain à travers mes contacts sur place dès la fin juillet

2020. Comme je n'avais pas de connaissances particulières sur le sujet de la mort et du deuil, j'ai dû apprendre tout en même temps, les situations et pratiques habituelles comme celles extraordinaires liées à la pandémie. Marc-Antoine m'a suggéré de reconstruire la trajectoire des « corps », donc de suivre les divers acteurs et actrices qui les prennent en charge. J'ai alors contacté des professionnel·les du funéraire, du personnel dans les hôpitaux, les morgues, les cimetières, etc. J'ai effectué des entretiens, des visites. Toutes ces personnes m'ont très bien accueillie, elles semblaient soulagées de pouvoir partager leur expérience. Souvent, elles avaient l'impression de ne pas avoir été écoutées jusque-là, d'avoir dû se mobiliser pour rappeler qu'elles sont elles aussi en première ligne, et jouent un rôle essentiel durant cette pandémie.

### **Qui sont ces différent·es acteurs et actrices ?**

Alexandre : Il s'agit par exemple des conseiller·es funéraires, qui reçoivent les familles pour organiser les obsèques, divers·es agent·es funéraires, un personnel souvent peu visible qui effectue la toilette du corps, la mise en bière, etc. Nous nous sommes aperçu·es que la transition entre le sanitaire et le funéraire est une question très importante. Veronica et moi avons fait beaucoup d'observations et d'entretiens avec du personnel médical, en particulier auprès des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), dans des unités de soins ayant été très impactées par la COVID-19 et un nombre important de décès. Nous y avons rencontré des aumônier·es, des pathologistes et des préparateurs et préparatrices des corps, le personnel de la morgue et des brancardier·es transportant des patient·es et des défunt·es, que nous oublions souvent et qui sont pourtant si important·es. Il y a aussi l'État civil, la partie administrative ; sans ces professionnel·les, on n'enterre personne, pas de crémation, pas de transport à l'étranger, etc. Nous avons aussi rencontré toute une série de professionnel·les un peu

plus périphériques, mais qui sont spécifiques à la situation de Genève, car il y a eu par exemple l'intervention des pompières pour le transfert des corps. J'ai récemment fait des entretiens avec des policiers, car la police municipale avait un rôle assez particulier de contrôle du respect des restrictions, par exemple le nombre de personnes dans un cortège funéraire. Il y a donc eu une constellation d'acteurs et actrices que nous avons rencontrés par effet boule de neige durant nos observations.

**Comment êtes-vous parvenu·es à faire valoir l'importance de la présence de chercheur·es qui observent dans des temps et dans des lieux aussi critiques ?**

Marc-Antoine : Le fait d'être dans une relation de confiance avec les partenaires de terrain, dont plusieurs avaient déjà collaboré à des recherches précédentes, est déterminant. Avoir une expertise solide permet de créer cette confiance, même dans un milieu difficile. Parallèlement, comme l'a dit Veronica, une des caractéristiques de ces professions, c'est que souvent, personne ne s'intéresse à elles. Donc quand nous allons voir ces professionnel·les, l'accueil est généralement très positif ; elles et ils ont beaucoup de choses à dire et sont au bénéfice d'une expertise souvent insoupçonnée non seulement du large public, mais aussi d'autres professionnel·les du soin travaillant avant tout avec les vivant·es. Le fait de documenter leur réalité est déjà une façon de les valoriser, ce qui alimente en retour cette confiance.

Alexandre : Grâce à cette confiance, nous avons pu réaliser notre terrain, notamment lors de la 2<sup>e</sup> vague. Nous avons eu la chance de pouvoir observer ce moment de grand stress au sein des institutions funéraires. À Genève par exemple, nous avons pu être présent·es entre novembre et décembre 2020, malgré une situation particulièrement complexe avec l'augmentation des cas et des décès. Les portes nous sont restées grandes ouvertes. Nous avons pu

vivre avec les agent·es funéraires cette période où la gestion des corps est devenue problématique, induisant pour elles et eux une nette augmentation de la charge de travail.

**Malgré l'omniprésence de la mort durant cette pandémie, on a peu entendu de choses sur ce que font ces professionnel·les durant cette crise.**

Alexandre : Oui, en effet, on a peu parlé de ces professionnel·les. Nous pouvons relever deux éléments importants sur le terrain. Le premier concernait le stockage des corps. À Genève, on a évoqué la possibilité d'ouvrir des lieux publics comme les patinoires, ce qui est hautement délicat. Finalement, les limites de la morgue n'ont pas été atteintes, mais c'est clairement un point qui a engendré une surcharge de travail. C'est là d'ailleurs que les pompes funèbres ont eu recours aux pompier·es pour la levée et le transfert des corps, car dans ce contexte spécifique, tous les corps devaient transiter par la morgue au lieu d'aller directement au centre funéraire. Le second concerne un manque de personnel, également lié à la 2<sup>e</sup> vague, qui a engendré du retard dans la réalisation des conventions d'obsèques. Ce retard a eu des répercussions sur toute une série de choses, par exemple la durée réduite des cérémonies et rites religieux ou le temps d'attente pour pouvoir les organiser.

Veronica : En Suisse, l'Italie a souvent été prise comme contre-exemple de gestion de la crise. C'était le scénario catastrophe par rapport auquel nous avons entendu ici beaucoup d'acteurs et actrices dire, du moins pendant la 1<sup>re</sup> vague, « Nous avons bien géré, on s'est bien préparé, nous avons réussi à faire face », alors que durant la 2<sup>e</sup> vague, ce que nous avons entendu, c'est qu'elle est souvent arrivée par surprise et qu'elle a frappé bien des personnes de plein fouet. À titre personnel, je trouve que la mise en avant du secteur funéraire durant la pandémie a été conçue dans les médias, quand cela était le cas, sous l'angle de la prévention sanitaire, avec des images choc « Attention, regardez ce qui

se passe !», bien plus que comme une façon de rendre compte du travail des agent·es funéraires.

### **En termes de politiques publiques, qui a été responsable de coordonner ce secteur ?**

Alexandre : Pour la Ville de Genève, il y avait l'État-Major de l'Organe communal de coordination et de conduite (ORCOC) qui a été déployé lors de la 1<sup>re</sup> vague, qui a permis des discussions et collaborations entre différents services, funéraires, hospitaliers, mais aussi les pompier·es et d'autres. Grâce à ce réseau, lors de la 2<sup>e</sup> vague, les pompier·es ont pu être mobilisé·es pendant quelques semaines pour soutenir le centre funéraire.

Veronica : À ce titre, Genève est un exemple particulier puisque la Ville dispose d'un service public de pompes funèbres et gère le seul crématoire du canton. Au Tessin, il y a une cinquantaine de pompes funèbres, toutes des entreprises privées, et quatre crématoires, dont un public. La coordination pour la prise en charge des défunt·es, a été complexe à mettre en place au début de la pandémie. Elle s'est faite – de la même façon qu'à Genève – sous l'impulsion des professionnel·les du secteur funéraire qui ont dû se mobiliser pour exiger des mesures pour ne pas se retrouver dans une situation « catastrophe ».

Marc-Antoine : On voit bien avec cette pandémie que le secteur du funéraire est au carrefour de nombreux secteurs publics : ça peut-être l'aménagement du territoire, car il faut réfléchir aux espaces, réfléchir à l'emplacement des cimetières, ça peut être des questions très techniques, par exemple des fours crématoires trop vétustes ; ça concerne également le service du médecin cantonal, la direction des hôpitaux, avec la question des autorisations de pratiques pour les services de pompes funèbres ou la gestion des places dans les morgues, etc. Et en temps de pandémie, nous nous apercevons qu'en termes de politiques publiques, il y a un travail à faire pour réfléchir à la place de

ces professions, indépendamment de leur visibilité ou non. C'est un personnel qui a l'habitude de rester discret avec les familles pour être à leur service, tout en accomplissant une mission prioritaire pour l'État. Quand nous allons à la rencontre de ces personnes, nous voyons bien qu'elles sont conscientes du rôle qu'elles jouent au carrefour de toutes ces instances. Avec une recherche comme celle-là, si nous pouvons contribuer à élever ce niveau de conscience au sein de la collectivité publique, c'est déjà très bien.

### **Qu'en est-il du lien avec les familles et des effets de la pandémie ?**

Marc-Antoine : Très souvent, la caractéristique du personnel funéraire est de chercher à être arrangeant, à s'adapter ; ce personnel est au cœur des attentes des familles. C'est quelque chose que ces professionnel·les faisaient déjà avant la pandémie ; elles et ils ont continué à chercher à répondre aux attentes des familles, malgré toutes les difficultés, le stress, l'organisation du travail en flux tendu. Cet accompagnement n'a pas toujours été possible à la hauteur de ce que ces agent·es funéraires auraient souhaité faire, mais clairement, ça s'inscrit dans la logique des pratiques funéraires qui visent à répondre à ce que les familles aimeraient faire, en apportant leurs savoirs, leurs expertises.

Veronica : Il y a souvent eu des négociations de la part des professionnel·les de terrain avec les hiérarchies et les instances publiques pour appliquer au mieux les mesures imposées. Le personnel de première ligne a régulièrement dû solliciter, voire défendre des arrangements pour pouvoir pratiquer correctement leur métier, en particulier vis-à-vis des familles. La mise à distance des familles a aussi induit une forme de perte de sens dans le travail effectué par certain·es professionnel·les.

Alexandre : C'est très intéressant de comparer la situation en France avec celle de Genève où, à l'exception des premières semaines où les mesures étaient strictes avec des

mises en bière immédiates, la Ville a pu mettre en place une politique de gestion qui a permis très rapidement de disposer d'espaces de recueillement pour les familles en deuil. Du point de vue des professionnel·les, c'est intéressant de voir comment elles et ils ont pu continuer à être arrangeant·es, en interprétant avec souplesse certaines restrictions. Mais ce personnel a aussi souligné de clairs impacts de la pandémie. Certain·es conseiller·es funéraires nous ont bien dit que durant cette période de crise et d'augmentation du nombre de défunt·es, les agent·es funéraires étaient moins dans l'empathie ; elles et ils ne pouvaient plus laisser autant de choix possible dans la manière d'organiser les obsèques, les temps d'entretiens avec les familles devenaient plus courts. Généralement, cela prenait environ 1h30, là on était proche de 30 à 45 minutes. Donc il y a eu un impact que ces professionnel·les ont dû, là aussi, apprendre à gérer pour ne pas attiser la colère et continuer de pratiquer dans un cadre adéquat.

Marc-Antoine : Par rapport aux deux missions que je mentionnais, l'enjeu était justement de trouver un moyen pour les maintenir en parallèle, répondre à la mission prioritaire de prise en charge des corps et accompagner au mieux les familles. C'est une particularité du monde funéraire, on ne peut hiérarchiser ces deux éléments et *a priori*, malgré le contexte sanitaire difficile, il n'y a jamais eu de rupture autour de l'articulation de cette double prestation.

### **Est-ce que vous deviez rendre compte de votre projet et de ses évolutions auprès d'une commission d'éthique ?**

Marc-Antoine : Non, notre étude n'est pas soumise à la loi sur la recherche sur l'être humain, car elle ne porte ni sur la maladie, ni sur des patient·es vivant·es, mais sur les pratiques des professionnel·les et la question du deuil qui pour l'instant n'est pas considérée comme une maladie. Le cadre dans lequel nous nous inscrivons est celui de la loi sur la

protection des données et nous respectons les principes éthiques standards : respect de l'anonymat, confidentialité, information, demande d'autorisations, consentement éclairé, etc. Nous sommes toujours transparent·es avec les personnes que nous rencontrons. Les questions éthiques sont évidemment hautement sensibles, mais elles sont à chaque fois discutées avec les partenaires de terrain et l'ensemble de nos interlocuteurs et interlocutrices. Pour nous, c'est important, notre approche de type anthropologique se caractérise par une éthique de la relation, c'est donc un enjeu majeur. Nous ne sommes pas étranger·es aux normes de l'éthique de la recherche, au contraire, nous les appliquons sous l'angle des procédures, tout en prenant en compte cette dynamique relationnelle qui est éminemment éthique.

**Vous qui êtes expert·es du sujet, parfois depuis plus de 20 ans, qu'y a-t-il de particulier au fait d'étudier la mort en contexte de pandémie ?**

Marc-Antoine : Le rythme et l'empressement. Tout le monde a été dans le « très vite ». Il a fallu engager, répondre à des sollicitations, produire des résultats, et faire face à des interventions de tous types. Tout cela a été et va très vite. En 10 mois de projet, jamais je n'ai connu autant de sollicitations, d'interventions, de productions intermédiaires auprès de chercheur·es, de professionnel·les, des médias, etc. C'est inédit. Avec nos collègues français·es, nous nous sommes dit qu'il fallait essayer de répondre à ces sollicitations, même si nous ne sommes pas toujours prêt·es ou s'il y en a trop, pour montrer l'importance du rôle de la recherche. Nos collègues français·es ont été auditionné·es au niveau du Sénat ; en Suisse, il y a eu le groupe de travail sur l'éthique de la *Task Force* scientifique de la Confédération, la télévision, la radio, la presse écrite, des magazines mensuels, des journaux nationaux et régionaux ; nous avons participé à des films documentaires, nous avons fait des

podcasts, participé à et organisé des colloques, *workshops*, journées d'étude, interventions dans des séminaires. Sans compter les invitations à des conférences ni les présentations lors de réunions professionnelles et d'autres encore à venir ! Nous avons répondu à des *calls for papers*, nous avons rédigé un article déjà publié en octobre 2020 dans un livre sur la pandémie et nous avons trois articles en phase de rédaction, dont un déjà accepté. En faisant cette rétrospective depuis notre tribune dans le Monde, je vois à quel point nous nous sommes fait happer par tout ça.

Veronica : Oui et je me suis fait la réflexion d'ailleurs : « Pourvu que les instances de financement n'en tirent pas la conclusion que c'est normal de faire de la recherche de cette façon, si vite et dans l'urgence ».

Marc-Antoine : L'autre élément particulier dans ce contexte, c'est un certain empressement, médiatique notamment, par rapport à la problématique du deuil. En général le deuil s'analyse sur le long terme. Mais là, il y a clairement un empressement, notamment autour de la crainte d'un deuil traumatique. Il y a deux mouvements, un qui consiste à tempérer, normaliser l'expérience du deuil, l'autre où on le dramatise, en particulier dans les médias qui viennent nourrir notre imaginaire. Il faut suivre ces évolutions sur le plus long terme. Pour l'heure, nous avons surtout entendu parler de mortalité, de surmortalité. Nous avons vu de manière quasi quotidienne des *box score* de morts, il y a un effet de proximité aussi. Peut-être qu'une étude comme celle-ci permettra d'aller plus loin sur un sujet qui, politiquement, reste extrêmement sensible. Je pense aussi qu'il faut rester très humble, car tout en ayant énormément de matériaux pour parler de ce sujet, nous manquons encore de recul. Il faut réaffirmer le temps de la recherche, un temps long qui est bien souvent nécessaire.

## Que reprenez-vous de cette expérience de recherche ?

Marc-Antoine : En tant qu'anthropologue et coordinateur du projet, je suis très satisfait de la façon dont la recherche se déroule. Nous arrivons à être au plus près de l'expérience et du vécu des personnes avec ce que cela implique, à la fois en tant que chercheur·es sur le terrain avec ce que cela implique sur le plan humain et social, mais aussi en fonction de l'évolution de la pandémie et des adaptations que ça requiert. Parfois c'est frustrant, parce que nous ne savons pas exactement où nous allons, mais ces deux éléments se complètent bien. C'est un très bon signe, car tout cela demande une énorme capacité d'adaptation, de Veronica et Alexandre en particulier.

Veronica : Souvent, les personnes que nous rencontrons nous disent, que ce soient des professionnel·les ou des familles : « C'est la première fois que j'ai un espace pour penser à ce qui s'est passé ». On nous a souvent remercié·es pour cela. Rien que cette contribution-là me semble très importante.

Alexandre : Oui, c'est un magnifique enrichissement. Faire une toilette d'un corps, assister à une autopsie, ce sont des expériences humaines incroyables. Encore une fois, c'est un terrain stimulant et nous sommes toujours très bien accueilli·es.

Veronica : Un autre point intéressant tient dans le fait que les entretiens avec les professionnel·les les amenaient parfois à évoquer leur propre expérience du deuil. Nous avons régulièrement rencontré ces deux registres combinés dans les entretiens. On passait du professionnel au personnel, c'était très puissant. Je me suis souvent demandé si cette situation était liée au contexte de la pandémie. Et le choix des mots est toujours très précis, la manière dont on nomme un corps, un cadavre, etc. il y a une grande attention là autour, les professionnel·les du funéraire font cela très bien. J'ai moi-même beaucoup appris.

## **Un conseil à donner aux jeunes chercheur·es ?**

Alexandre : Ce sont des contextes émotionnels très particuliers. Par nos formations académiques, on nous apprend à avoir des grilles d'entretien qu'il faut suivre, nous devons savoir diriger un entretien, etc. Mais ce contexte de recherche ne le permet presque jamais, car nous sommes suspendu·es à l'écoute des gens, à ce qu'ils vivent émotionnellement, nous passons souvent du rire aux pleurs. Tout cela rend ces entretiens très riches. Mais cela requiert une certaine malléabilité et de savoir sortir du cadre du guide d'entretien.

Marc-Antoine : Mon conseil est de continuer à faire du terrain. Ne pas baisser les bras, ne pas se cacher derrière le télétravail. Ce n'est jamais facile de toquer aux portes et d'entrer sur les terrains, qui plus est dans un contexte comme celui-là, mais ça en vaut vraiment la peine. Il y a un très bel article à propos de la nécessité de poursuivre la démarche ethnographique de Laurence Tessier qui a documenté en direct une unité de soins intensifs aux États-Unis. Plus spécifiquement pour le champ du travail social, ce type de démarche met en évidence la nécessité d'innover, de jouer un rôle d'interface pour favoriser l'émergence de politiques publiques plus transversales. J'aime imaginer que les travailleurs et travailleuses sociales ont un rôle à jouer ou à inventer à ce titre, sur le long terme.

Veronica : Quand la situation sanitaire est devenue critique avec la 2<sup>e</sup> vague, j'ai beaucoup apprécié d'être à deux sur le terrain. Je trouve aussi qu'il est très important de pouvoir débriefer en équipe, notamment sur de tels terrains et surtout en temps de pandémie où les mesures contraignantes nous limitent et nous isolent. Ça peut être lourd ce que nous portons. Et dans ce contexte, pouvoir se voir et partager est tellement important.

## AUTEUR•ES

Jean-Michel BONVIN est professeur de socioéconomie à l'Université de Genève.

Mathilde BOURRIER est professeure de sociologie des organisations à l'Université de Genève.

Claudine BURTON-JEANGROS est professeure de sociologie de la santé à l'Université de Genève.

Dolores Angela CASTELLI DRANSART est professeure à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR | HES-SO//Fribourg).

Yann CERF est assistant de recherche à la Haute école de travail social de Genève (HETS | HES-SO//Genève).

Liala CONSOLI est doctorante en sociologie à l'Université de Genève.

Sandra V. CONSTANTIN est chercheuse au Département de politiques sociales et d'intervention de l'Université d'Oxford et collaboratrice scientifique à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO).

Océane CORTHAY est étudiante en Master de sociologie à l'Université de Genève.

Anne-Laure COUNILH est adjointe scientifique à la Haute école de travail social de Genève (HETS | HES-SO//Genève).

Riccardo CRIVELLI a été professeur adjoint à la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI).

Simone DIETRICH est collaboratrice scientifique à la Haute école de travail social FHNW.

Maël DIF-PRADALIER est professeur à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR | HES-SO // Fribourg).

Jörg DITTMANN est professeur de planification sociale à la Haute école de travail social FHNW.

Matthias DRILLING est professeur de développement urbain à la Haute école de travail social FHNW.

Lucas DUQUESNOY est étudiant en Master de sociologie à l'Université de Genève.

Aline DUVOISIN est adjointe scientifique à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO) et collaboratrice scientifique à l'Université de Genève.

Julien FAKHOURY est doctorant en sociologie à l'Université de Genève.

Giovanni FERRO LUZZI est professeur d'économie à la Haute école de gestion (HEG | HES-SO // Genève) et à l'Université de Genève.

Alida GULFI est professeure à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR | HES-SO // Fribourg).

Cornelia HUMMEL est professeure de sociologie à l'Université de Genève.

Yves JACKSON est médecin aux Hôpitaux universitaires de Genève et professeur de médecine à l'Université de Genève.

Sarah LACHAT est cheffe de projet et associée de recherche aux Hôpitaux universitaires de Genève.

Alexandre LAMBELET est professeur à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL | HES-SO).

Jean-Marie LE GOFF est démographe, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne et chercheur associé au NCCR LIVES.

Max LOVEY est assistant-doctorant à l'Université de Genève.

Christian MAGGIORI est professeur à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR|HES-SO//Fribourg).

Serge MIMOUNI est directeur du Département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève.

Laurence OSSIPOW est professeure à la Haute école de travail social de Genève (HETS|HES-SO//Genève).

Alessandro PELIZZARI est directeur de la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL|HES-SO).

Geneviève PIÉRART est professeure à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR|HES-SO//Fribourg).

Ludivine RICHNER est assistante à l'Université de Genève.

Sabrina RODUIT est collaboratrice scientifique à la Haute école de travail social FHNW et Education Officer (*ad interim*) pour le NCCR LIVES à l'Université de Genève.

Emilie ROSENSTEIN est professeur de politiques sociales à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne (HETSL|HES-SO) et chercheuse associée à l'Université de Genève.

Sergio ROSSI est professeur à l'Université de Fribourg, titulaire de la Chaire de macroéconomie et d'économie monétaire.

Daniel STOECKLIN est professeur en sociologie de l'enfance à l'Université de Genève.

Michela VILLANI est collaboratrice scientifique à la Haute école de travail social de Fribourg (HETS-FR|HES-SO//Fribourg).

Sylvain WEBER est professeur à la Haute école de gestion de Genève (HEG | HES-SO // Genève).

Eric D. WIDMER est professeur de sociologie à l'Université de Genève, co-directeur du NCCR LIVES et du Centre interdisciplinaire de recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités.

Christopher YOUNG est collaborateur scientifique à la Haute école spécialisée de Lucerne – Travail social (HSLU).